

COMMUNIQUE INTERSYNDICAL

Toujours pas de locaux décents pour la pause DEJ !



INTERCO 94
CACHAN

Les intentions non tenues de l'administration municipale : agents méprisés, organisations syndicales ignorées !

La pause déjeuner en question ?

Au sein de la Ville, les conditions de repas sont disparates et inégales. Les agents sont confrontés à des situations inacceptables.

Ces conditions ne permettent pas une récupération optimale et ne respectent pas les besoins fondamentaux des agents.

Par ailleurs, l'inflation galopante pèse sur le pouvoir d'achat des agents.

Nombre d'entre eux limitent leurs dépenses alimentaires, voire sautent ce repas essentiel !

Des engagements non tenus, un mépris évident !

Face à cette situation, nous avons entamé un dialogue social avec les représentants de la Ville.

Lors de ces discussions, l'administration a proposé l'installation d'un véritable lieu de convivialité pour les repas au 5ème étage de la MSP. Il fallait attendre son évolution et aujourd'hui, force est de constater que cette promesse reste lettre morte !

Nous avons espéré avoir été compris et considérés **Quelle erreur !!!!** Mais l'espoir fait vivre ou plutôt remotive les troupes, lorsqu'aux lendemains de la perte de plusieurs droits (congés, retraites, indemnités ...) il ne resterait plus rien d'autre à proposer aux agents **ESPOIR !? ou ... !?** Ah non ! nous avons mal compris, nous a-t-on dit, encore une fois !!!

Ce mépris à l'égard des agents est inacceptable. La Ville doit tenir ses engagements et offrir un espace digne pour la pause déjeuner, un espace hors lieu de travail qui garantisse :

- **Ergonomie et confort** : frigo, micro-ondes, tables...
- **Bien-être des agents** : un cadre agréable, propice à la déconnexion et à la convivialité. (20 places cela n'est pas suffisant)

La CFDT et la CGT exigent que la Ville s'engage dans une **véritable négociation** pour améliorer concrètement les conditions de travail des agents et garantir leurs droits. Un ensemble de besoins ont déjà été repérés et partagés, à ce jour aucun privilégiant le collectif pour assurer une cohésion professionnelle globale n'est retenu. Les changements ne ciblent qu'une avancée vers une individualisation ou d'une sectorisation du travail encore plus marquées. Pour répondre, à une administration qui remet en cause le code du travail datant du temps des ouvriers, ne sommes-nous pas pour une grande partie d'entre nous des ouvriers de la Fonction Publique ?

STOP au mépris des représentants du personnel !

Nous avons l'impression que les représentants du personnel sont méprisés par l'administration. Nos revendications sont très souvent ignorées et les décisions sont prises sans concertation réelle.

Faut-il que nous nous mettions en **grève** pour enfin être entendus ?

Devons-nous exposer cette situation publiquement ?

Il est temps que l'administration assume ses responsabilités et engage un véritable dialogue social dans le respect des agents et de leurs représentants.

Et la compensation financière que devient-elle ?

Pour rappel, les agents déjeunant au CROUS bénéficient d'une prise en charge partielle à hauteur de **3 €**. Mais que se passerait-il si TOUS les agents y avaient accès ? La Ville ne serait pas en mesure d'assumer financièrement le coût.

Nous exigeons donc **une compensation financière pour TOUS**, à la hauteur de ce que la Ville investit pour ceux qui mangent au CROUS.

Des conditions de repas décentes sont indispensables à la **santé physique et mentale des agents** ! Il est temps que la Ville respecte enfin ses engagements et cesse de mépriser ses employés. Être en conformité partielle avec la loi, n'est pas suffisant lorsqu'on nous fait croire que nous sommes indispensables. Les Eloges oui mais pas que !!! Notre temps de repos, notre temps de repas doivent avoir autant d'importance que notre temps de travail. L'un sans l'autre nuit à l'état général des agents de notre collectivité.

Vos représentants du personnel des syndicats CGT et CFDT